

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL**DE LA COMMUNE DE CAUMONT SUR DURANCE
SEANCE DU 02 DECEMBRE 2025****Membres en
exercice :**

27

**Membres
présents :**

22

**Date de
convocation**

26/11/2025

L'an deux mille vingt-cinq le deux décembre à 19 heures 00, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans la salle Roger Orlando, sous la présidence de : Claude MOREL

Etaient présents : Mmes/MM. C. MOREL - J-L LUSTENBERGER - J. DANON - H. GARCIA - I. MARESCAUX - J. TEXIER - S. HOSTALERY - B. GUILLOT - D. LIBES - O. REY - B. DUFAY - N. MALLEM - A. MULAS - S. ABBES - M. JOUMOND - A. LORNE - G. CLOCHER - E. PALMA - L. CAPANNINI - P. GROSJEAN - C. REYNAUD - J-P. SOGGIA

Procurations : F. ORTS à D. LIBES
C. GIORGINI à J-L LUSTENBERGER
A. HERVIEUX à L. CAPANNINI
C. BILLAUD à E. PALMA
P. CHABAS à P. GROSJEAN

Secrétaire : H. GARCIA

DELIBERATION N° 14021225 : FONCTION PUBLIQUE : 1^{er} janvier 2026 : Protection Sociale Complémentaire -Volet Santé- Participation de la commune aux contrats labellisés
Rapporteur : Dominique LIBES

La réforme de la Protection Sociale Complémentaire (PSC) dans la fonction publique territoriale, initiée par l'ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021, place la couverture des risques prévoyance et santé des agents au premier plan de la responsabilité des employeurs publics territoriaux. Cette ordonnance reconnaît le caractère obligatoire de la participation de la collectivité employeuse à la garantie santé à compter du 1^{er} janvier 2026.

Elle a notamment introduit l'obligation pour ces dernières de mettre en œuvre une participation financière à la couverture du risque Prévoyance de leurs agents à compter du 1^{er} janvier 2025, puis à celle des risques frais de Santé avec effet au 1^{er} janvier 2026, et des niveaux minimums de couverture pour chacun des risques. Le décret n°2022-581 du 20 avril 2022 est venu en préciser les modalités.

A l'issue d'un processus de négociation engagé au niveau national, l'accord collectif signé le 11 juillet 2023 ouvre, en parallèle du volet Prévoyance, des discussions sur les contours des futurs régimes de couverture du risque Santé. En effet, les parties audit accord s'engagent sur un dispositif de revoyure qui a vocation à se substituer à celui prévu au II de l'article 8 du décret n°2022-581 du 20 avril 2022.

La revoyure n'ayant pas eu lieu, la participation minimale des employeurs territoriaux en matière de Frais de Santé s'établit, à compter du 1^{er} janvier 2026, à 15 € par agent et par mois (soit 50 % d'un montant de référence fixé à 30 €).

En outre, les contrats de Frais de Santé proposés aux agents de la Fonction publique territoriale doivent être constitués d'un panier de soins de référence, déterminé par le décret n° 2022- 581 du 20 avril 2022 et précisé au II de l'article L. 911-7 du code de la sécurité sociale. Pour rappel, la complémentaire santé est destinée à couvrir les frais occasionnés par une maternité, une maladie ou un accident auxquelles souscrivent les agents qu'elles emploient.

Il est à noter que, conformément au rôle d'expertise confié en la matière aux Centres de gestion par l'ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021, le Centre de gestion de Vaucluse a engagé le 13 juin 2024, une procédure de consultation visant à proposer un contrat groupe aux collectivités territoriales de Vaucluse, couvrant les deux volets de la PSC.

A l'issue de la procédure, le marché concernant le risque complémentaire santé a été attribué à la Mutuelle Nationale Territoriale (MNT). Le Centre de Gestion de Vaucluse a proposé un contrat collectif à adhésion facultative auquel les collectivités peuvent souscrire et le proposer à leurs agents.

Suite la présentation en Comité Social Territorial du 23 mai 2025, une consultation a été engagée auprès des agents de la collectivité. Il ressort de cette consultation que les agents ne souhaitent pas adhérer à ce contrat collectif.

Aussi, à compter du 1^{er} janvier 2026, il est proposé à l'Assemblée de participer financièrement à la cotisation « Volet de Santé » de ses agents dans le cadre de la labellisation, tous les agents adhérents à un contrat individuel labellisé en matière de Santé bénéficieront d'une participation de la commune à hauteur de 15 € par agent et par mois.

L'autorité territoriale précise que chaque agent souhaitant bénéficier de cette participation doit remettre une attestation de sa mutuelle justifiant de la labellisation de son contrat chaque année. La labellisation permet en effet de s'assurer que le contrat de mutuelle répond aux critères sociaux et de solidarité définis par le décret n°2011-1474.

Il est rappelé que la participation de la collectivité ne peut en aucun cas être supérieure au coût réel de la cotisation.

Le Conseil Municipal, ouï son rapporteur et après en avoir délibéré,

Vu l'article 40 de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code Général de la Fonction Publique, notamment ses articles L. 827-1 et suivants,

Vu le Décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents,

Vu la Circulaire N°RDFB 1220789 C du 25 mai 2012 relative à la participation des collectivités territoriales et des établissements publics à la protection sociale complémentaire de leurs agents,

Vu l'Ordonnance 2021-175 du 17 février 2021 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique,

Vu le Décret n° 2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement,

Vu l'Accord collectif national du 11 juillet 2023 portant réforme de la Protection Sociale Complémentaire dans la Fonction Publique Territoriale,

Vu l'avis du comité social territorial du 23 mai 2025,

- **INDIQUE** que la collectivité participera au financement des contrats labellisés de Protection Sociale Complémentaire en matière de Santé à hauteur de 15 euros par mois et par agent, quelle que soit sa quotité de travail, sous réserve de qu'il produise un justificatif de cette labellisation chaque année ;
- **PRECISE** que les dispositions de la présente délibération prendront effet au 1^{er} janvier 2026 ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer les documents afférents ;
- **DIT** que les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2026 de la collectivité.

VOTE DU CONSEIL MUNICIPAL :

POUR : Mmes/MM. C. MOREL – J-L LUSTENBERGER – J. DANON – H. GARCIA –
I. MARESCAUX – J. TEXIER – S. HOSTALERY – B. GUILLOT – D. LIBES – O. REY –
B. DUFAY – N. MALLEM – A. MULAS – S. ABBES – M. JOUMOND – A. LORNE – G. CLOCHER
– F. ORTS – C. GIORGINI – E. PALMA – A. HERVIEUX – C. BILLAUD – L. CAPANNINI – P.
GROSJEAN – P. CHABAS – C. REYNAUD – JP. SOGGIA
CONTRE :
ABSTENTION :

Fait à Caumont-sur-Durance, le 2 décembre 2025

Le Maire
Claude MOREL

The block contains a blue ink signature of Claude MOREL. To the right of the signature is a circular official stamp in red ink. The stamp features a central emblem and the text "MAIRIE DE CAUMONT-SUR-DURANCE" around the perimeter.

Le Secrétaire de séance
Henri GARCIA

The block contains a blue ink signature of Henri GARCIA.